

N/Réf. : DIN/2020-11-02

**Objet : Demande d'accès en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels<sup>1</sup>**

Par la présente, nous souhaitons donner suite à votre demande d'information numérique reçue le 25 novembre 2020.

Nous vous invitons à consulter le site Web de la Commission à la section « Services en ligne – consultation du dossier d'une entreprise ou d'un individu » où, à partir du menu déroulant, vous pourrez accéder au Registre des répartiteurs et raffiner vos critères de recherche afin de trouver les renseignements demandés et qui sont publics en vertu de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (RLRQ, c. T-11.2) et du Règlement sur le transport rémunéré de personnes par automobile.

Nous vous invitons également à consulter le Registre des répondants à la section « Permis et autorisations – Transport rémunéré de personnes par automobile – répondants », puisque certaines entreprises autorisées à exploiter un système de transport sont également inscrites à titre de répartiteur.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels,

HC/nl

Hélène Chouinard, avocate

p. j. Demande de révision

---

<sup>1</sup> RLRQ, c. A-2.1

## Demande de révision auprès de la Commission d'accès à l'information

### Pouvoir

L'article 135 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée, en tout ou en partie, par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit ; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

<b>QUÉBEC</b> Commission d'accès à l'information Bureau 2.36 525, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5S9  Tél. 418 528-7741 Sans frais : 1 888 528-7741 Télec. : 418 529-3102	<b>MONTRÉAL</b> Commission d'accès à l'information Bureau 18.200 500, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal (Québec) H2Z 1W7  Tél. : 514 873-4196 Sans frais : 1 888 528-7741 Télec. : 514 844-6170
--	--

### Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

### Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit explicitement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).